

## Les risques? Quels risques?

*Nous nous demandons quelle technique sera la bonne dans 50 ans, mais l'avenir est difficile à prévoir. Il serait bien plus utile de savoir quelles mesures incitatives seraient judicieuses, notamment en matière d'énergie, un thème que l'on préfère éviter.*

**Armin Eberle**

Que l'énergie soit disponible à tout moment semble aller de soi. Les consommateurs estiment le produit, mais préfèrent ne pas entendre parler de l'infrastructure. En effet, celle-ci les dérange. C'est le cas, par exemple, des antennes de téléphonie mobile et des pylônes électriques. Les coûts liés à l'énergie sont également peu connus. Qui connaît le montant de sa facture d'électricité? Les entreprises sont également concernées.

L'énergie devient un thème central uniquement lorsqu'elle vient à manquer, qu'elle n'est plus livrée aussi régulièrement, ou qu'elle devient plus chère. En Suisse, de telles perturbations sont problématiques pour les quelque 1000 entreprises industrielles très «énergivores», car pour elles, le prix et la disponibilité de l'énergie sont déterminants en termes de compétitivité.

Quant à la population, elle ne prête attention aux questions énergétiques que si une nouvelle centrale électrique doit être construite et risque d'entraîner des pannes de courant ou de défigurer le paysage. Mais en temps normal, l'énergie ne se situe pas au centre des préoccupations des Suisses. Dans le cadre du Baromètre des préoccupations du Credit Suisse, l'accident nucléaire de Fukushima en 2011 ne s'est pas traduit par une conscience accrue du problème parmi la population suisse. C'est tout le contraire dans le monde politique: en Suisse, «Fukushima» a initié la transition énergétique et le lancement de la «stratégie énergétique 2050», qui marqueront le système politique dans les prochaines années.

### *Des perceptions du risque opposées*

Il est possible que ce décalage dans le traitement du thème de l'énergie vienne de l'incapacité à percevoir objectivement les risques. Dans une étude récente, l'Office fédéral de la protection de la population a estimé que le plus grand de tous les risques pour la Suisse serait une grave pénurie d'électricité s'inscrivant dans la durée. La probabilité d'une telle pénurie serait bien plus élevée que, par exemple, celle de pandémies, de tremblements de terre ou de vagues de réfugiés – et ses répercussions bien plus graves. Toutefois, la population réagit à peine, car l'homme n'a qu'un sens modérément aiguisé des probabilités et des risques. Et l'intuition est souvent trompeuse. Ainsi, beaucoup de voyageurs ont plutôt peur de prendre l'avion, mais pas du trajet en voiture pour se rendre à l'aéroport, bien plus risqué.

Par ailleurs, les répercussions d'une pénurie d'électricité, avec tous ses effets secondaires, sont difficiles à saisir. Les ordinateurs et les commandes automatiques tomberaient en panne, tout comme les installations de chauffage, mais également les camions, puisqu'il ne serait plus possible de faire le plein, faute d'alimentation électrique pour les pompes. Il en va de même avec l'empreinte CO2. Les conséquences du changement climatique sont à peine perceptibles. Nous ne voyons ni ne sentons le CO2. Selon les scientifiques, il est très probable qu'un changement climatique survienne, mais quand et dans quelle mesure?

### *Un avenir difficile à prévoir*

Le débat sur l'avenir de l'énergie et l'approvisionnement énergétique est donc surtout une affaire d'experts. Il s'agit là de politique – et c'est d'ailleurs une bonne chose. Il faut également tenir compte du fait que l'avenir est difficile à prévoir. Tant les systèmes énergétiques que le changement climatique suivent une évolution lente, sur le long terme. A l'inverse, le dynamisme économique et la force de l'innovation technique sont souvent sous-estimés.

Agir ou être dans l'attentisme, les conséquences de ces deux options ne seront perceptibles que dans une dizaine d'années. Doit-on trouver une solution technique qui permettrait de produire autant d'énergie que possible, sans danger ni déchet ou privilégier les énergies locales et renouvelables, uniquement basées sur le soleil? Cette évolution doit-elle être définie par l'Etat, encadrée et subventionnée? Ne devrait-on pas plutôt miser sur «l'intelligence collective» et les décisions locales pour aller dans la bonne direction? Le débat actuel sur les conditions-cadres futures est primordial, que ce soit par le biais de la stratégie énergétique 2050 ou de l'introduction d'une taxe d'incitation à hauteur du montant des frais environnementaux non couverts et des primes de risque.

### *Incitation à la réflexion*

En termes d'efficacité énergétique, une approche fondée sur les mesures incitatives a fait ses preuves auprès des entreprises: celles qui s'engagent à diminuer leurs émissions de CO2 se voient rembourser la taxe sur le CO2. Elles bénéficient ainsi d'incitations financières concrètes, améliorent leur compétitivité et fournissent une contribution à la protection du climat. Grâce à de telles conventions d'objectifs, qui combinent des mesures économiques fondées sur des taxes d'incitation, une solution durable a été trouvée pour apporter une valeur ajoutée sur les plans économique, social et écologique.

Cet exemple de réussite montre qu'au lieu de se demander quelle technique la Suisse ou la Terre devra maîtriser dans 50 ans, le monde politique devrait instaurer des mesures incitatives appropriées, permettant aux consommateurs d'énergie de prendre les bonnes décisions de manière autonome.

*Armin Eberle dirige l'Agence de l'énergie pour l'économie depuis 2009. Ce docteur en économie et ingénieur EPF s'intéresse depuis 20 ans aux questions de l'industrie énergétique et des besoins en énergie, tant du côté de l'utilisateur que de celui de la production.*

## Tournant énergétique: notre plus belle opportunité

*La peur d'un accident nucléaire a disparu. Beaucoup pensent que le tournant énergétique est sur la bonne voie et que tout est réglé. Faux! Cette attitude met le pays en danger et empêche la création de 85 000 nouveaux emplois.*

**Adèle Thorens Goumaz**

Le tournant énergétique est l'objet de débats politiques intenses au parlement depuis l'accident nucléaire de Fukushima, quelques mois avant les élections fédérales de 2011. Pourtant, ce sujet ne semble pas autant intéresser la population: selon le Baromètre des préoccupations du Credit Suisse, depuis plusieurs années, à peine 20% des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit de l'un des principaux problèmes de la Suisse.

Plus que Fukushima, les derniers événements marquants aux yeux des Suisses ont été au cours de la même période le chômage et la question de l'immigration ou de la cohabitation avec la population étrangère. Cette année, la décision de la BNS de suspendre le taux plancher euro-franc ou une crise économique liée à la faillite des bilatérales feront vraisemblablement partie des principales préoccupations de la population, qui se sent certainement plus menacée par ces événements que par un potentiel accident nucléaire.

### *Fermer les vieilles centrales nucléaires*

La décision rapidement prise par le Conseil fédéral après Fukushima de ne plus autoriser la construction de nouvelles centrales nucléaires a semblé-t-il rassuré une grande partie de la population, qui considère le sujet comme clos. Pourtant, il n'en est rien. Il ne suffit pas de ne plus construire de nouvelles centrales pour sortir du nucléaire. Encore faut-il fermer les vieilles centrales nucléaires existantes. Ceci était envisagé après une durée de vie d'environ 40 à 50 ans par les exploitants avant Fukushima. La centrale de Mühleberg connaissait alors déjà des problèmes de sécurité et celle de Beznau reste la plus vieille centrale nucléaire au monde encore en fonction.

Après la décision du Conseil fédéral de ne plus autoriser la construction de nouvelles centrales, la question de la fermeture de nos anciennes installations a acquis un caractère crucial: leur production doit désormais être remplacée non pas par de nouvelles centrales, mais par des énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique. Ceci exige des efforts de promotion supplémentaires, la Suisse ayant pris un retard conséquent en la matière face à d'autres pays.

La Stratégie énergétique 2050, débattue depuis lors au parlement, est sensée apporter des solutions à cet enjeu majeur, tout comme à celui du changement climatique. Malheureusement, la sortie du nucléaire est loin d'y être réglée. En effet, la Stratégie énergétique ne comprend pas de date limite d'exploitation pour nos vieilles centrales et permettrait même de prolonger leur durée de vie jusqu'à plus de 60 ans, alors que les centrales nucléaires sont fermées en moyenne après moins de 30 ans d'exploitation dans le monde. Par ailleurs, les mesures pourtant très raisonnables de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique qu'elle contient sont attaquées par les partis conservateurs. Il est à craindre, dans ces conditions, que la sortie du nucléaire soit remise à la prochaine génération, au prix d'investissements massifs dans la prolongation d'une technologie obsolète et d'une augmentation du risque d'accident nucléaire.

Il faut dès lors s'attendre à ce que le sujet revienne dans le radar des citoyens. Les Verts ont déposé une initiative populaire demandant que la production des centrales nucléaires soit remplacée par du courant propre après 45 ans d'exploitation. Elle sera soumise au peuple, comme complément à la Stratégie énergétique 2050, si celle-ci reste insatisfaisante au sujet de la fermeture des vieilles centrales. Il est par ailleurs possible que la Stratégie énergétique elle-même soit attaquée en référendum par des mouvements conservateurs. Il faudra alors la défendre devant le peuple avec la plus grande fermeté.

### *Nouveaux emplois*

Le tournant énergétique pourrait ainsi rapidement quitter le mauvais classement qu'il occupe actuellement – à mes yeux à tort – dans la hiérarchie des préoccupations des Suisses. Le sujet devrait d'ailleurs être considéré comme d'actualité aujourd'hui déjà par tous ceux qui s'inquiètent de l'avenir de notre économie. Selon la Fondation suisse de l'énergie, le tournant énergétique peut créer 85 000 nouveaux emplois en Suisse d'ici à 2035. L'efficacité énergétique libère aussi des moyens financiers, renforçant la compétitivité de nos entreprises et le pouvoir d'achat des ménages. Le tournant énergétique ne correspond pas seulement au passage d'une technologie dangereuse et obsolète à des technologies propres et innovantes. Il doit aussi être considéré comme notre plus belle opportunité de créer de la plus-value et de nouveaux emplois pour l'économie suisse. Celle-là même pour laquelle nous sommes si préoccupés en ce moment.

*Adèle Thorens Goumaz est conseillère nationale verte vaudoise depuis 2007 et coprésidente des Verts suisses depuis 2012. Elle siège actuellement à la commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie.*